

THIERRY SNAGG

UN AMÉRICAIN
À SAÏGON

1944

ÉDITIONS MAÏA

Découvrez notre catalogue sur :
<https://editions-maia.com>

Un grand merci à tous les participants de
euthena.com qui ont permis à ce livre de
voir le jour :

...

...

© Éditions Maïa

*Nos livres sont éthiques et durables : économies en papier et en
encre, ils sont conçus et imprimés en France.*

*Tous droits de traduction, de reproduction ou d'adaptation
interdits pour tous pays.*

ISBN 9791042523183

Dépôt légal : novembre 2025

Introduction

Vous avez dit, une Europe en paix... Oui, mais il faudrait remonter en 1939. En décembre 1941, avec l'attaque de la flotte américaine à Pearl Harbor, notre sort avait déjà été scellé depuis bien longtemps. Peut-être même dès le jour de l'annonce de la guerre en Europe : l'équilibre de l'Extrême-Orient d'antan ne reposant que sur une Europe en paix...

Sans même avoir le temps de dire un mot, je me retrouvai à Saïgon, un soir d'une nuit très humide, attaché sur une chaise avec la tête penchée en arrière, étouffé par des gouttes d'eau qui coulaient inlassablement d'une bassine suspendue juste au-dessus de ma tête. Une méthode employée par l'armée japonaise.

Le destin éclaircira peut-être les nuages.

À cette époque, aujourd'hui révolue, les coloniaux de Saïgon et de Hanoï subsistaient comme si leur existence facile dût toujours durer, comme si leurs brûlants voisins japonais n'eussent été occupés qu'à décorer des cerfs-volants, et toutes sortes d'objets à fleurs...

Pour assister l'Indochine, quelques milliers de blancs-becs encadraient des troupes indigènes. Chez la plupart d'entre eux, d'arrière-pensées fugitives en cas de baroud, ils ne faisaient guère de doute. L'armement était tout entier à l'image de l'aviation locale de l'époque, composée de quelques vieux coucous, réformés pour la plupart.

Avec ces faibles moyens, le bon sens eût consisté à éviter tout ce qui risquait d'emmerder son vis-à-vis, mais cette suggestion ne suscitait alors que des haussements d'épaules, assortis de deux réponses formelles : *primo*, il n'y avait pas de

menace japonaise, car en aucune façon des soldats japonais ne tiendraient devant des forces européennes, aussi faibles fussent-elles ; *secundo*, il y avait des fortunes à gagner en faisant passer des armes aux ennemis chinois par la frontière du Tonkin. À la différence du *primo*, le *secundo* était strictement exact : des trains chargés de tout un matériel militaire que nous ne posséderions jamais filaient par notre intermédiaire vers la Chine. Tokyo pouvait protester : ceux qui se remplissaient les poches de Tout-Puissants...

Il est probable qu'au sein de la tranquille prospérité américaine en Extrême-Orient, la date du 4 septembre 1939 provoqua quelque agitation...

Les coloniaux les plus lointains sont ceux dont le patriottisme est le plus sensible : ceux de Saïgon se prêtèrent donc, de bonne grâce, à l'énorme branle-bas de mobilisation que l'état-major se crut obligé de décréter. Au moment du déclenchement de l'attaque de Pearl Harbor, notre porte-avions USS Hornet ne mouillait pas très loin des côtes saïgonnaises. Notre commandant de bord et l'état-major américain prirent la décision d'infliger une sanglante défaite à Saïgon.

Moi, le capitaine Sprit James, et trois autres membres d'équipage prêmes donc place à bord de nos appareils respectifs, des Aircobra, afin d'effectuer une simple virée de reconnaissance au-dessus de la forêt du territoire ennemi, tout de même distant de près de treize mille kilomètres... Évidemment, une telle distance épouse les organismes et les ardeurs des combattants, y compris les plus endurcis, écrasés par le climat tropical... Lorsque nous décollerons du porte-avions, « Les radios seront éteintes », pour éviter tout point de confusion.

Je me souviens de la déclaration solennelle de mon commandant de bord : « Dans un conflit, il y a un vainqueur et un vaincu. » Toutefois, les Japonais resteraient intractables et vigilants.

La guerre s'installa en Indochine, comme partout en France métropolitaine et pour la même durée. À la fin du mois d'avril 1940, l'annuelle et mondaine nuit de Phu Tho réunissait sur les champs de courses le Tout-Saïgon, satisfait du présent et sûr de l'avenir. Aux tables de pesage, on riait, on buvait du champagne... Les Français de Saïgon, sans le savoir, enterraient leur « Belle Époque » : plus jamais ils ne se réuniraient comme ce soir-là, en maîtres des lieux, entourés d'un confort qui promettait même aux moins payés d'entre eux une rémunération trente ou quarante fois supérieure à celle d'un coolie... Plus jamais ils n'éprouveraient, comme ce soir-là l'orgueilleuse ivresse d'appartenir à une grande puissance qui, en Extrême-Orient, à l'autre bout du monde, avait sans cesse élargi ses conquêtes et fait de chacun d'entre eux de petits seigneurs, craints du peuple.

Tard dans la nuit, la piste de danse finit par se vider. Les projecteurs s'éteignirent, et les dernières voitures filèrent silencieusement en direction de la ville par la plaine des tombaumeaux...

Déjà, nos troupes au sol commençaient à se masser à la frontière de l'ennemi. Avec les informations alarmantes reçues sur les premières agitations, la peur s'installait dans tous les cœurs, coïncidant avec l'effondrement de tout un peuple. Instinctivement, on se tourna vers le scheide de la colonie, le général Smith John. Lui seul, l'homme de guerre, pouvait juger avec précision de la situation.

Il vint à nous, un haut-parleur à la main, et nous parla de la changeante fortune des armes, de victoire toujours possible... mais une anomalie dans l'appareil déformait sa voix, qui semblait accablée par l'inquiétude. Elle apporta de fait dans le contexte une charge dramatique supplémentaire.

Chaque matin, sur une ligne qui se refermait de plus en plus vite, on se redonnait de fausses raisons d'espérer. L'Indochine haletait, au moins la petite Indochine des colons français. *Courageusement*, elle était à Dunkerque, elle était sur la

Somme, sur l’Oise ou sur la Seine. Incapable d’adopter la mobilité de la guerre moderne, pas plus que le chaos où sombrait l’armée française. Elle se raccrochait, dans son égarement, au souvenir de la Marne : comme si l’histoire recommençait !

Il lui fallut pourtant bien, le 18 juin, réaliser que tout était fini.

Si l’armistice lui fit lâcher quelques larmes de rage, il ne lui parut au premier abord ne concerner que la Métropole. L’idée qu’elle-même put avoir à cesser de se considérer comme étant en guerre contre les Allemands lui demeurait totalement étrangère. L’appel du général de Gaulle, quand il lui parvint, la trouva toute prête. Devant le consulat d’Angleterre, la foule saïgonnaise s’agitait dans un bruit assourdissant, jusqu’à ce que le consul parût au balcon, au côté du drapeau tricolore et l’Union Jack, évoquant cette citoyenneté franco-britannique que Churchill avait offerte quelques jours plus tôt. Il y avait encore sur le globe de quoi vaincre les nazis ! Pourquoi, de Hanoï, le général Smith John tardait-il à proclamer officiellement la scission ? ... Il continua pourtant de se taire.

La radio qui, après avoir annoncé coup sur coup que Mittelhauser au Proche-Orient et Noguès au Maroc avaient tous deux cédé, qu’à Mers el-Kébir la Grande-Bretagne tirait sur notre flotte, ramena chacun brutalement à la réalité du moment, que dans ses larmes Saïgon avait oubliée. En conclusion des événements en Europe, le Japon exigeait « le maintien du statu quo en Extrême-Orient ». En d’autres termes, la stricte allégeance de l’Indochine au gouvernement du maréchal Pétain.

Ce que la colonie ignorait, c’est que, dès le 19 juin, Tokyo avait lancé un ultimatum au général Smith John et que celui-ci, dérisoirement, s’était adressé aux autorités de Singapour et de Washington, afin d’obtenir une aide de leur part. Capitulant avec elle-même, l’Indochine dut se résigner à fermer

sa frontière aux transports de matériel vers la Chine et, plus grave encore, à subir l'installation sur son territoire d'une commission de contrôle japonaise. Même si, ce faisant, elle n'était pas certaine de pouvoir éviter une attaque...

Son chef, sous la menace des escadres qui croisaient au large de Haïphong, avait pris le seul parti possible. Faisant allusion au désastre que venait de subir la Métropole, il télégraphia en substance au ministre des Colonies : quand on est battu, on négocie. C'est ce que j'ai fait ! ...

Le gouvernement de Bordeaux apprécia fort peu la leçon, et moins encore de n'avoir pas été préalablement consulté. C'est dans ce contexte que le général Smith John dut céder sa place à l'amiral Wilson Donald, qui commandait depuis plus d'un an déjà nos forces navales d'Extrême-Orient.

Alors que cette mesure avait été dictée dans le souci de raidir encore un peu plus l'attitude française face aux exigences nipponnes, l'opinion publique mal informée l'interpréta précisément en sens inverse. L'ère des abandons, jugea-t-elle, était ouverte... Butée, elle s'obstina dans le regret stérile de cette dissidence dont le général Smith John lui avait pourtant démontré l'impossibilité.

Le nouveau gouverneur général trouva autour de lui un comble de mauvaise volonté, et ce, au moment même où les Asiatiques lui préparaient le maximum de difficultés : les communistes annamites un soulèvement, les siamois une guerre, et les Japonais un nouvel ultimatum. Isolé dans son gouvernement général, sourd à l'impopularité, tenace et autoritaire, l'amiral Wilson Donald attendit la tempête. Elle allait éclater presque aussitôt.

En premier lieu, les Japonais : ayant installé au Tonkin leur commission de contrôle, ils souhaitaient également lui adjoindre des troupes. Une seconde fois consultés, les Américains prouvèrent encore leur impuissance. Il fallut bien

accepter les troupes... Un accord fut donc signé, bancal sans doute, mais limitant les dégâts.

D'ailleurs, le soir même de la signature, on se battait ! Ainsi vont les choses en Extrême-Orient, où des développements imprévus peuvent toujours résulter de la mauvaise acrimonie d'un général. Celui qui commandait la 5e division nipponne, en difficulté dans le sud de la Chine, estima devoir exprimer son opinion sur ces piétres marchandages diplomatiques. Il le fit à coups de mitrailleuse devant Lang Son, localité destinée depuis Jules Ferry à servir de théâtre à nos désastres militaires en Indochine. Rien de moins qu'un envoyé spécial de Sa Majesté Impériale ne dut intervenir pour que le général consentît à accorder sa politique avec celle de Tokyo, et à mettre fin au massacre, car nos forces, en dépit de leur nombre infime, avaient relevé le défi.

Si quelques sots s'étaient laissé prendre au mépris que le snobisme patriotique exigeait qu'on affichât à l'égard de la valeur militaire des Japonais, désormais était claire : l'Indochine française ne pouvait que répondre « Ainsi soit-il », s'il prenait fantaisie au gouvernement nippon de la rayer de la carte. Dans l'examen de conscience qui suivit, nombreux furent ceux qui révisèrent leur jugement sur le vieux maréchal et son armistice.

D'autres les rejoignirent, lorsque, après une courte lutte contre le Siam qui nous avait jeté le coup de pied au derrière, il fallut déposer les armes. En vain, le commandant Williams avait-il réussi à couler le gros de la flotte siamoise : les Japonais étaient là, ils avaient monté toute l'affaire et ils allaient imposer leur médiation. Par leurs bons offices, nous perdîmes dix mille kilomètres carrés de territoire, en même temps que toute foi en notre bonne étoile...

S'ajoutant aux infortunes extérieures, les discussions s'envenimaient à l'intérieur. Les opinions dans un pays tropical suivent l'exemple du thermomètre : elles s'emballent comme lui, sous un soleil qui excelle à faire bouillir les marmites

politiques. Gaullistes et pétainistes d'Indochine se lançaient maintenant l'anathème. Chez les seconds surtout, progressivement appuyés par la propagande officielle, le ton montait au sein des troupes qui s'étaient renforcées avec l'arrivée des expulsés de la Nouvelle-Calédonie, lointaine colonie passée à la dissidence, et dont les réfugiés apportaient dans leurs bagages une rancune tenace, envers ceux qui avaient pris leur place. Persuadés qu'ils accomplissaient œuvre pie, les pétainistes prêtèrent serment sur l'autel de la patrie blessée, et pourchassant l'hérésie, ils offrirent de monumentales images du Maréchal à la vénération des Annamites médusés.

Peut-être convenait-il par ce moyen de chercher à détourner les Annamites d'une autre vénération possible, à savoir celle qu'ils auraient pu offrir à ce surprenant empire, qui éteignait son ombre sur tout l'Extrême-Orient. Sourd à tous les appels à la modération, telle une fidèle réplique – mais cette fois en Asie – de l'Allemagne de 1939 en Europe, le Japon multipliait ses exigences. De Shanghai à Batavia, l'air devenait irrespirable, pourri de débauche. Java, menacée, entraînait ses pilotes de chasse ; Singapour, dédaigneuse, mais fébrile, pointait ses pièces de marine.

Nous-mêmes étions hors jeu... D'abord stationnées au Tonkin, les troupes nipponnes étendirent bientôt leurs bases à la Cochinchine. Il fallut nous habituer à la présence de ces petits hommes jaunes, extraordinairement actifs et disciplinés, pourvus d'un matériel flambant neuf. Un an après la campagne de France, la vague des soldats étrangers nous submergeait à notre tour... Il n'y avait rien là que de tristement normal : gagée sur la puissance métropolitaine comme un billet de banque sur l'or, l'Indochine française suivait maintenant le cours d'un assignat.

La situation parut bientôt désespérée. Le 8 décembre 1941, alors que leurs émissaires discutaient encore à Washington, les Japonais coulèrent aux îles Hawaï une partie de la flotte américaine. Frénétiquement, ils entreprenaient une

série de conquêtes en comparaison desquelles celles de Hitler en Europe resteraient somme toute modestes. Hong Kong et Manille tombèrent comme des châteaux de cartes. La marine britannique, qui avait dépêché à la hâte deux de ses plus belles unités, les vit aller par le fond sans, presque, avoir combattu. Dès janvier, l'impossible se réalisa : Singapour fut prise en quelques jours. Ses supers canons braqués sur la mer n'avaient pas tiré un seul obus : narguant les stratégies alliés, les Japonais étaient arrivés par la terre à travers la jungle de Malacca, pourtant réputée infranchissable. En mars, ils occupaient les Indes néerlandaises. Vers l'est, ils iraient bientôt se battre en Nouvelle-Guinée, vers l'ouest, en Birmanie...

Dès la première heure de combat, ils avaient paralysé toute l'Indochine, occupant et neutralisant les nœuds de communication : prêts à tirer.

L'amiral Decoux gagna cependant la partie. Fort seulement des traités conclus, il sut opposer les nécessités quotidiennes et pacifiques de la colonie à celles d'une armée qui jouait son va-tout. Par la comédie *le subterfuge* d'un « accord de défense commune » – le mot était de Tokyo – nous obtîmes de conserver notre souveraineté, notre administration, nos soldats, nos marins et tout ce sur quoi s'appuyait la France qui, même vaincue, continuait d'œuvrer en Extrême-Orient. Anglais, Américains ou Hollandais allaient bientôt tous disparaître de cette partie du globe ; la terreur, la ruine et la famine allaient s'installer partout dans leurs anciennes possessions. Les Annamites n'en continueraient pas moins de cultiver leurs terres pour manger à leur faim, à honorer leurs ancêtres, à envoyer leurs enfants dans leurs écoles et leurs malades dans leurs hôpitaux. Tel était le bilan de ce nouvel arrangement, sans compter le fait que les Français d'Indochine échappaient du même coup aux camps de concentration et à la mort certaine qu'ils y eussent, pour la plupart d'entre eux, trouvée.

On se tromperait lourdement en assimilant la situation en cours dans la colonie avec la présence des Japonais, à celle

de la France occupée par les Allemands. Nous n'avions à faire face ni aux mêmes humiliations ni aux mêmes problématiques.

En premier lieu, nous ne subissions pas, à proprement parler, une occupation. Si meurtrière qu'eût été l'échauffouée de Lang Son, elle n'avait constitué au cours des négociations, qu'un « incident ». Ce n'était pas face à des batailles gagnées que les Japonais se trouvaient, mais bien face à des accords signés. Ces accords, répétons-le, respectaient expressément le principe de la souveraineté française. Le pavillon à disque rouge du Soleil levant flottait peut-être sur beaucoup de navires ancrés dans nos ports, comme sur beaucoup d'immeubles affectés à des services nippons, mais il ne coiffait pourtant aucun de nos édifices publics, aucun de nos bâtiments administratifs. À l'abri de nos trois couleurs, nos fonctionnaires, nos officiers discutaient des exigences japonaises, comme ils auraient pu – au moins aux yeux des indigènes – discuter de celles d'une armée amie en stationnement provisoire. Ils y mettaient cet acharnement en lieu et place de leurs sentiments, autant que leurs consignes leur imposaient.

Qu'il s'agît de locaux, de moyens de transport, d'argent ou de riz, les directives étaient les mêmes : refuser, atermoyer, biaiser, ne céder enfin, que lorsque l'adversaire aurait réduit ses prétentions des trois quarts, et s'apprêterait à la briser. Notre armée était intacte. Entre les représentants des deux états-majors, les contacts s'établissaient d'égal à égal ; jouant le jeu, quitte à voir d'un instant à l'autre leurs interlocuteurs tomber le masque et empoigner leurs sabres, les nôtres pouvaient, eux aussi, taper du poing sur la table et ils ne s'en privaient pas. Enfin, si l'armée japonaise disposait comme les autres d'une police, une sorte de « *gestapo* », ses services ne réussiraient jamais, tant que durerait le gouvernement général, à se saisir d'un seul Français. C'étaient même plutôt nos tribunaux qui avaient parfois à juger des civils japonais. Notre honneur, en un mot, était sauf. Nous préservions les apparences.